



SUD Protection Sociale Haute Normandie
8 rue de la savonnerie 76000 Rouen
Sudpshn@laposte.net



Difficultés d'accès aux soins, démantèlement des hôpitaux publics, casse de la « Sécu » : **Ça suffit !**

La santé n'a pas de prix !

L'intersyndicale CGT/FO/SUD de la santé et du social appelle toutes et tous les professionnel-le-s des secteurs concernés à se mettre en grève et manifester le 7 mars, avec notamment une manifestation nationale à Paris.

Leurs revendications portent bien évidemment sur les problèmes de leurs secteurs (et en premier lieu de l'hôpital) mais posent aussi la question de la Sécurité Sociale.

La Sécurité Sociale et la santé sont au cœur des préoccupations électorales avec les attaques contenues dans certains programmes ou avec l'intervention de Martin Hirsch et Didier Tabuteau « Créons une assurance-maladie universelle ». L'épidémie de grippe a apporté un éclairage préoccupant sur les difficultés des hôpitaux.

Le service public de santé mis à mal

36% à 64% de la population, (selon les spécialités médicales) renonce à des soins pour des raisons financières (enquête IPSOS/SPF). Le nombre de médecins pratiquant des dépassements d'honoraires ne cesse d'augmenter.

Cette situation ne peut que s'aggraver avec la progression des déserts médicaux en milieu rural et dans les quartiers populaires des villes. Ces inégalités d'accès à la santé sont aggravées par les restructurations hospitalières et les fermetures de maternités de proximité imposées par les gouvernements successifs.

En 10 ans, 100 000 postes et des milliers de lits ont été supprimés dans les hôpitaux publics. La loi de financement de la Sécu pour 2015-2017 a diminué le budget de la santé de 10 milliards d'euros en faveur du Pacte de responsabilité, dont 3,5 milliards à l'Hôpital, soit 22 000 postes en moins d'ici la fin de cette année. Ces économies de Milliards d'euros, avec le CICE et les exonérations de cotisations sociales, pour le seul profit du Patronat, c'est aussi pour le personnel de

santé toujours plus de souffrance et hélas des suicides dans plus d'une dizaine de cas en 2016.

Depuis plusieurs mois (années pour certains) les hôpitaux ne peuvent assumer leurs fonctions que par le recours à de l'intérim médical, particulièrement couteux, en aggravant de ce fait leurs difficultés budgétaires.

Il n'est pas étonnant dans ce contexte que l'épidémie de grippe fasse exploser l'accueil dans les hôpitaux, laissant durant des heures les malades sur des brancards et épuisant les soignants. Ce nouvel épisode sanitaire révèle l'état déplorable de notre système de santé publique après des années d'austérité et de purge tant en lits qu'en personnels qui mettent en danger la santé de la population.

La Sécurité sociale en péril



La mise en place par le gouvernement depuis le 1er janvier 2016, de l'Accord National Interprofessionnel (ANI) a rendu obligatoire l'adhésion à une mutuelle ou assurance privée pour tous les salarié-e-s. Cette privatisation d'une partie du remboursement ouvre la voie à F. Fillon et d'autres qui veulent aller encore plus loin dans la remise en cause de la solidarité et la destruction de la Sécu en transférant aux complémentaires la totalité du « petit risque » alors que cette notion n'a aucun sens, une grippe peut avoir de graves conséquences comme on le voit actuellement.

Si nous sommes moins remboursés, c'est en raison des déremboursements, des forfaits et franchises sur chaque consultation, transport en ambulance, boîtes

médicaments etc. et des dépassements d'honoraires. Nous sommes de plus en plus nombreux à réclamer d'aller rapidement vers les remboursements à 100% par la Sécu sans avance des frais.

À la Sécurité sociale ce sont des milliers de suppressions de poste supplémentaires qui sont programmées. Les caisses nationales voudraient généraliser les réorganisations-fusions-mutualisations au détriment des fondements de la Sécurité Sociale. Les services aux assurés et allocataires sont chaque jour plus menacés.

Dans le même temps, l'UCANSS ne propose que 0,45% d'augmentation au personnel pour ses « bons et loyaux services ».

Personnels de la Sécu, nous sommes concernés à la fois comme salariés mais aussi comme usagers. Nous vivons au quotidien la dégradation de notre Sécurité Sociale solidaire:

- * Gestion des assurés comme des "clients"
- * Fermeture de nombreux accueils de proximité,
- * Réorganisations/mutualisations/fusions d'activités (Travail en Réseau de l'Assurance Maladie), rapprochement entre caisses (comme en Seine Maritime par exemple) organisées sans concertation avec une seule vision comptable au détriment du service public.
- * Des conditions de travail qui se dégradent avec de plus en plus de souffrance au travail
- * Des conventions d'Objectifs et de Gestion qui réduisent les moyens pour remplir pleinement nos missions: les effectifs de la branche maladie ont été réduits d'environ 16000 postes en une dizaine d'années! Et ce n'est pas fini!
- * Absence de revalorisation de la valeur du point depuis 7 ans et au bout de ces longues années, c'est un misérable 0,5% qui nous est proposé!

Oui notre santé est menacée, oui notre Sécu est menacée

Alors oui, il est temps de se mobiliser tous ensemble secteurs de la Santé, du Social et de la Sécurité Sociale pour s'opposer défendre le droit à la Santé et notre Sécurité Sociale.

Toutes et tous en grève et en manifestation le mardi 7 mars 2017.

(A la CPAM RED, l'appel est sous 3 formules: journée, 1/2 journée le matin ou 55 minutes)

Manifestation: MARDI 7 MARS Paris,
Départ à 13h à DENFERT-ROCHEREAU

Pour la montée en car de Rouen se renseigner auprès des élus SUD (départ Rouen Boulingrin 9h/9h30)